

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Obama-dans-les-pas-de-Ronald-Reagan-ou-comment-cree-une-menace-extraordinaire-pour-la-securite-nationale>

Obama dans les pas de Ronald Reagan, ou comment créer une « menace extraordinaire pour la sécurité nationale »

Date de mise en ligne : vendredi 10 avril 2015

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Hier, la Maison Blanche s'est enfoncé un peu plus dans l'absurde en « [déclarant un état d'urgence nationale](#), eu égard à la menace peu commune et extraordinaire que la situation au Venezuela fait peser sur la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis », selon les mots du président Barack Obama dans un courrier adressé au président de la Chambre des représentants, John Boehner.

Reste à voir si quelqu'un parmi les journalistes et correspondants attachés à la Maison Blanche aura le courage de demander ce que le grand patron de la nation a bien voulu dire par là. Le Venezuela financerait-il une attaque terroriste imminente contre le territoire nord-américain ? Ou préparerait une invasion ? Une arme nucléaire ?

Qui donc croient-ils tromper ? D'aucuns diront que le gouvernement ne s'embarrasse de grandes phrases de ce genre que parce que la loi fédérale le requiert pour pouvoir imposer les plus lourdes sanctions au Venezuela. Piètre défense, à vrai dire, que de laisser entendre au monde entier que la loi des Etats-Unis est quelque chose que le président peut contourner d'un mensonge dès qu'elle l'incommode.

Ce n'est rien moins que la méthode adoptée [en 1985](#) par le président Ronald Reagan, qui avait fait une déclaration du même ordre pour imposer des sanctions à notamment un embargo économique au Nicaragua. A l'instar de la Maison Blanche aujourd'hui, il essayait [de renverser un gouvernement élu](#) qui ne plaisait pas à Washington. Il a ainsi été en mesure de recourir à [des violences paramilitaires et terroristes](#), ainsi qu'à un embargo, en vue de démolir l'économie nicaraguayenne et de faire tomber son gouvernement, manoeuvre couronnée de succès (le front sandiniste est finalement revenu au pouvoir en 2007 et gouverne actuellement le pays).

Le monde a changé, même si ce n'est pas le cas de Washington. Le Venezuela bénéficie aujourd'hui du large soutien de ses voisins contre ce que presque tous les gouvernements de la région considèrent comme une tentative de déstabilisation du pays.

« La Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (CELAC) réaffirme sa ferme condamnation de l'application de mesures coercitives unilatérales, qui sont contraires au droit international » indiquait [une déclaration](#) de l'ensemble des pays de l'hémisphère, à l'exception des Etats-Unis et du Canada, le 11 février dernier. Ils réagissaient par là aux sanctions promulguées par Obama au mois de décembre à l'encontre du Venezuela.

Vous n'en avez pas lu un traître mot dans la presse anglophone ? Il y a également peu de chances que vous ayez eu vent de la [réaction](#) immédiate du président de l'Union des nations sud-américaines à la gaffe de la Maison Blanche, dans un communiqué où il déclarait : « L'UNASUR rejette toute tentative d'ingérence interne ou externe visant à troubler le processus démocratique au Venezuela ».

Washington était déjà [impliqué](#) dans l'éphémère [coup d'Etat militaire de 2002](#) au Venezuela, dans le cadre duquel le [gouvernement fédéral](#) avait « soutenu, notamment en les formant et en participant à leur renforcement institutionnel, des individus et des organisations considérés comme activement impliqués dans la brève éviction » du président Hugo Chávez et de son gouvernement, selon le Département d'Etat des Etats-Unis. Washington n'a pas changé sa politique à l'égard du Venezuela depuis et [continue d'y financer des groupes d'opposition](#). Aussi, quiconque a connaissance de cette histoire récente, du conflit entre les Etats-Unis et les pays de la région à propos du [coup d'Etat militaire de 2009](#) au Honduras, ainsi que des sanctions actuelles, ne peut que naturellement supposer que Washington est impliqué dans les manoeuvres continues visant à renverser un gouvernement qui est depuis plus de dix ans sa cible n° 1 ou n° 2 pour un changement de régime.

Le gouvernement vénézuélien a produit certaines preuves crédibles de la préparation d'un coup d'Etat : [un enregistrement](#) d'un ancien adjoint au ministre de l'intérieur des Etats-Unis, lisant ce qui était de toute évidence un

communiqué censé être publié après la destitution par l'armée du gouvernement élu, [la confession](#) de certains officiers accusés, ainsi que [l'enregistrement d'une conversation téléphonique](#) entre deux chefs de l'opposition, indiquant qu'ils étaient au courant de la préparation d'un coup d'état.

Que l'on considère ces preuves comme suffisantes ou non (la presse états-unienne n'en a pas pour la plupart pas fait état), il n'y a pas à s'étonner que les gouvernements de la région soient eux convaincus de leur véracité. Les Etats-Unis s'emploient à renverser le gouvernement démocratiquement élu du Venezuela depuis près de 15 ans. Pourquoi les choses seraient-elles différentes maintenant, alors que l'économie est en récession et qu'une [tentative d'éviction par la force](#) a eu lieu l'an dernier ? Et quelqu'un a-t-il déjà vu une tentative de destitution d'un gouvernement de gauche en Amérique latine dans lequel Washington n'ait joué aucun rôle ? Moi pas, en tout cas.

Les grands médias des Etats-Unis et du monde entier ont mis en avant la démarche historique d'Obama, qui a entamé un processus de normalisation des relations avec Cuba. Mais parmi les gouvernements latino-américains, le maigre regain de crédibilité que lui a valu cette décision a rapidement été effacé par l'agression à l'encontre du Venezuela. Vous aurez bien du mal à trouver un ministre des affaires étrangères ou un président de la région prêt à croire que les sanctions de Washington aient quoi que ce soit à voir avec les droits de l'Homme ou la démocratie. [Prenez le Mexique](#) par exemple, où défenseurs des droits de l'Homme et journalistes sont régulièrement assassinés, ou la Colombie, qui figure depuis des années parmi les pays champions en matière de [syndicalistes tués](#). Le Venezuela n'a connu aucune violation aussi atroce des droits de l'Homme depuis 16 ans, que ce soit sous le gouvernement de Chávez ou celui de l'actuel président Nicolás Maduro. Pourtant, le Mexique et la Colombie sont parmi les premiers bénéficiaires des aides des Etats-Unis dans la région, aides qui incluent le financement de l'armée et de la police, et la mise à disposition d'armes.

Aujourd'hui, l'administration Obama [est même plus isolée](#) en Amérique latine que ne l'était celle de George W. Bush. Le gouffre béant entre le discours des grands médias internationaux et l'opinion des gouvernements de la région fait que cette situation n'est pas forcément évidente aux yeux d'un public peu au fait des détails des relations entre les deux Amériques. Regardez donc qui sont les co-auteurs de la loi de décembre ayant imposé les sanctions contre le Venezuela : le sénateur Robert Menendez, bientôt sous le coup d'une inculpation, et le sénateur républicain Marco Rubio, tous deux ardents défenseurs de l'embargo contre Cuba. Pourtant, le gouvernement a [fièrement annoncé](#) que ses nouvelles sanctions « [allaient] plus loin que celles prévues dans le cadre de la loi ».

En Amérique latine, le visage de Washington est celui de l'extrémisme. Malgré quelques évolutions dans d'autres domaines de la politique étrangère (par exemple, l'engagement d'Obama concernant l'Iran), ce visage n'a pas beaucoup changé depuis l'époque où Reagan [nous avertissait](#) que les sandinistes nicaraguayens n'étaient « qu'à deux jours de route d'Harlingen, Texas ». Il avait alors été tourné en ridicule par le dessinateur Garry Trudeau, dans sa série *Doonesbury*, et par d'autres satiristes. Cette reprise reaganienne par l'administration Obama devrait subir le même sort.

Mark Weisbrot * pour le [CEPR](#) et [Al Jazeera America](#), March 10, 2015

Original : « [Obama Channels Ronald Reagan : How to Create an 'Extraordinary National Security Threat'](#) »

* *Mark Weisbrot est codirecteur du Center for Economic and Policy Research (Centre de recherche économique et politique) de Washington et président de l'organisation Just Foreign Policy.*

Traduit de l'anglais pour [El Correo](#) par : Arnaud Devin.

[El Correo](#). Paris, 10 avril 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.